

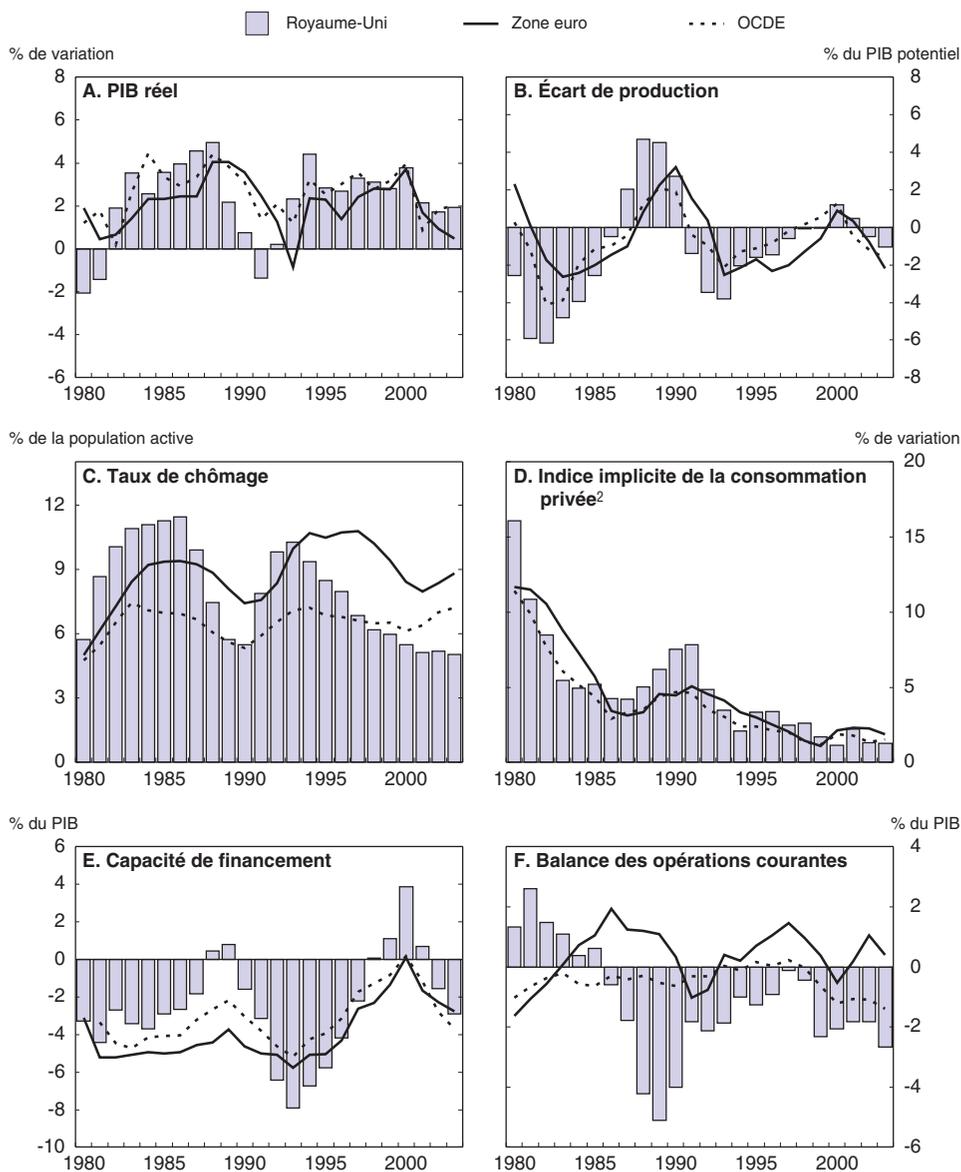
I. Évolutions, perspectives et enjeux macroéconomiques

Introduction

La croissance du produit intérieur brut (PIB), l'inflation et le chômage sont restés remarquablement stables au Royaume-Uni depuis le milieu des années 90 (graphique 1.1). Dans aucun autre pays de la zone OCDE, l'évolution de l'activité économique n'a été aussi constamment proche de son orientation tendancielle sur cette période (graphique 1.2)¹. Le Royaume-Uni figure également au nombre des économies qui se sont montrées les plus solides durant le récent ralentissement. À l'exception du Canada, c'est le seul pays du G7 dont la production n'a pas enregistré une baisse sensiblement supérieure à un point de pourcentage par rapport à son potentiel. De surcroît, il s'agit d'un des rares pays européens (petits ou grands) à afficher un tel degré de résistance en cette période de fléchissement de l'activité économique (graphique 1.2)². Parallèlement, le taux de chômage est demeuré constamment proche de 5 pour cent. En 2003, il sera le plus bas des sept principales économies mondiales, tandis que les écarts du taux d'inflation par rapport à l'objectif ont été aussi limités que ceux à quoi on pouvait raisonnablement s'attendre. Ces résultats impressionnants attestent la solidité du cadre actuel de politique macroéconomique et sont le fruit de plus de vingt années de réformes structurelles³. Ils ont également fortement contribué à la décision de différer un référendum sur l'entrée dans l'Union économique et monétaire (UEM) (encadré 1.1). Dans ce contexte globalement favorable, le Royaume-Uni semble bien placé pour tirer parti de la reprise mondiale actuelle et élargir l'assise de sa croissance, de façon que celle-ci repose moins sur la consommation et le patrimoine immobilier et davantage sur les exportations, l'investissement et la production manufacturière, qui sont restés à la traîne jusqu'ici.

Les évolutions et politiques macroéconomiques récentes et prévues sont évoquées ci-après. Elles constituent la toile de fond de l'analyse de deux enjeux essentiels, liés au marché du logement et à la politique budgétaire, auxquels les pouvoirs publics devront faire face à l'avenir. Ces enjeux, de même que les problèmes d'ordre plus structurel, sont mis en relief à la fin de ce chapitre.

Graphique 1.1. Principaux indicateurs dans une perspective à long terme et internationale¹

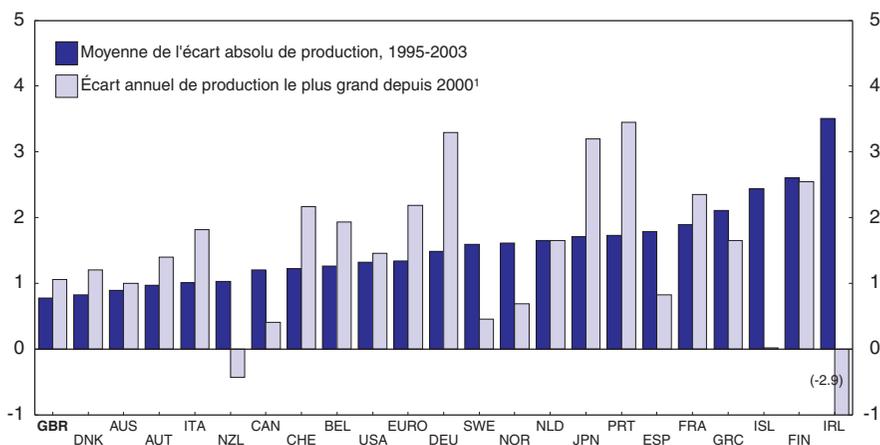


1. Prévion de l'OCDE pour 2003.

2. Le total OCDE ne tient pas compte des pays à forte inflation.

Source : OCDE.

Graphique 1.2. **Ampleur des récents écarts de production**
En pourcentage du PIB potentiel



1. Un écart de production positif correspond à une production inférieure au potentiel.

Source : OCDE.

Évolutions récentes

La croissance est tirée par la consommation privée depuis le milieu des années 90, tandis que le solde extérieur agit comme un frein sur l'activité chaque année depuis 1996 (graphique 1.3). Néanmoins, en termes nominaux, l'écart positif de croissance entre la consommation et la production ne distingue guère le Royaume-Uni de la plupart des autres pays du G7 (graphique 1.4). Ceci souligne l'importance de l'évolution des prix relatifs à la suite de l'augmentation de 25 pour cent du taux de change effectif réel entre 1996 et 1998 (graphique 1.5). Si le taux d'épargne des ménages a reculé de 3 points de pourcentage environ de 1997 à 1998, la hausse de la consommation s'est largement appuyée sur la progression du revenu disponible entre 1998 et début 2002. Plus récemment, toutefois, l'augmentation du revenu disponible des ménages s'est ralentie, en partie en raison d'un alourdissement de la ponction fiscale, alors que la consommation privée progresse plus rapidement que le revenu disponible des ménages depuis le début de 2002. Le marché du logement est devenu un facteur de plus en plus important à deux égards : l'augmentation de la valeur du patrimoine immobilier a presque totalement compensé les effets de la baisse des cours des actions sur le patrimoine des ménages depuis 2000 (graphique 1.6) ; et le montant net des emprunts hypothécaires utilisés à des fins autres que le logement (*Mortgage Equity Withdrawal*) a atteint le niveau quasiment sans précédent de 6 pour cent du revenu disponible au premier semestre 2003 (graphique 1.7). Les prix des logements ayant

Encadré I.1. **Évaluation de l'opportunité d'une adhésion à l'UEM**

En juin 2003, le gouvernement a annoncé sa décision de différer tout référendum sur l'entrée dans la zone euro, en concluant qu'en l'absence d'une convergence viable et durable ou d'une flexibilité suffisante pour faire face à des difficultés potentielles, il n'était pour l'heure pas dans l'intérêt national du Royaume-Uni d'adhérer à l'UEM. Cette décision se fonde sur l'examen de cinq critères économiques, dont un seul était considéré comme satisfait (HMT, 2003) :

1) Les cycles d'activité et les structures économiques sont-ils suffisamment compatibles pour que le Royaume-Uni et les autres pays puissent s'accommoder de manière permanente des taux d'intérêt de la zone euro ?

Critère non satisfait. Il apparaît qu'il y a une plus grande convergence entre le cycle conjoncturel du Royaume-Uni et celui des pays de la zone euro depuis la précédente évaluation, réalisée en 1997, tous les critères de convergence prévus par le traité instituant la communauté européenne en matière d'inflation, de taux d'intérêt à long terme, de déficit public et de dette publique étant satisfaits. Néanmoins, des différences structurelles persistent avec la zone euro, notamment au niveau du marché du logement, si bien que la première condition n'est pas remplie.

2) Si des problèmes apparaissent, dispose-t-on d'une flexibilité suffisante pour y faire face ?

Critère non satisfait. Le marché du travail du Royaume-Uni est devenu plus flexible depuis 1997, comme en témoigne une baisse du taux de chômage n'entraînant pas de pressions salariales, une atténuation des variations régionales en matière de taux de chômage, et une diminution du nombre de chômeurs de longue durée. Des progrès ont également été accomplis en termes de réforme des marchés du travail, des capitaux et de produits, tant au Royaume-Uni que dans la zone euro. Néanmoins, cette flexibilité est jugée insuffisante pour faire face au risque d'une plus grande instabilité de l'inflation au sein de l'UEM, si bien que le deuxième critère n'est pas satisfait.

3) L'adhésion à l'UEM améliorerait-elle les conditions dans lesquelles les entreprises prennent leurs décisions d'investissement à long terme en Grande-Bretagne ?

Incertitude. L'appartenance à l'UEM se traduirait probablement par une progression de l'investissement grâce à une augmentation des flux d'investissement direct étranger (IDE), une baisse des coûts de transaction conjuguée à un élargissement du marché des capitaux, et éventuellement une baisse des taux d'intérêt à long terme. Toutefois, l'étude souligne que ces retombées positives dépendent dans une large mesure de la satisfaction du premier critère, relatif à la convergence.

4) Quelle incidence l'entrée dans l'UEM aurait-elle sur la position concurrentielle du secteur des services financiers du Royaume-Uni, en particulier sur les marchés de gros de la City ?

Critère satisfait. L'appartenance à l'UEM devrait bénéficier au secteur des services financiers du Royaume-Uni.

Encadré 1.1. **Évaluation de l'opportunité d'une adhésion à l'UEM** (suite)**5) En résumé, l'adhésion à l'UEM favorisera-t-elle un renforcement de la croissance et de la stabilité et une progression durable de l'emploi ?**

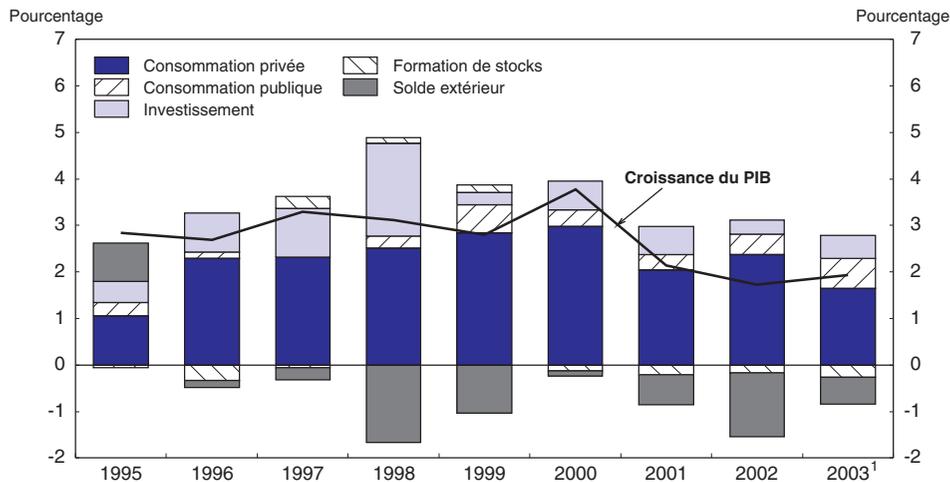
Critère non satisfait. Les perspectives s'amélioreraient en matière de croissance, d'emploi et de stabilité, mais une fois seulement que le Royaume-Uni serait parvenu à une convergence viable et durable. Il a donc été considéré que ce critère n'était pas rempli à la lumière des éléments précédemment évoqués, notamment pour le premier critère.

Le ministère des Finances fournira sa propre nouvelle évaluation, indiquant si la situation a changé, lorsqu'il rendra public le budget en avril 2004. Il semble cependant peu probable que la situation évolue sensiblement en l'espace d'un an seulement, compte tenu du décalage conjoncturel qui existe entre le Royaume-Uni et la zone euro, et de la nécessité de démontrer « clairement et sans ambiguïté le bien-fondé économique de l'adhésion » à l'UEM.

augmenté de près de 15 pour cent par an en moyenne depuis 1999, la vulnérabilité de la consommation et de l'économie dans son ensemble face à un effondrement du marché de l'immobilier résidentiel s'est renforcée.

L'appréciation de plus de 25 pour cent du taux de change effectif entre 1996 et 1998 a également été la principale cause de la stagnation du secteur manufacturier, dont elle a amplifié le déclin à long terme par rapport au PIB, phénomène qui est commun à toutes les économies développées (graphique 1.8). Cette appréciation a également débouché sur des pertes considérables de parts de marché. L'augmentation du volume des exportations de biens et de services a été inférieure de 13 points de pourcentage à la croissance des marchés d'exportation entre 1996 et 2003 et le solde des échanges de biens s'est sensiblement dégradé. Ce recul a été toutefois compensé en partie par une augmentation du solde excédentaire du revenu des investissements et la persistance d'excédents des services non facteurs (graphique 1.9). D'après les prévisions, le déficit de la balance des paiements courants devrait s'établir aux alentours de 2½ pour cent du PIB en 2003. Il ne s'agit cependant pas encore d'un niveau propre à entraîner une instabilité des taux de change, d'autant qu'une partie de ce déficit est due au fait que la reprise est plus avancée au Royaume-Uni que dans les autres principaux pays européens. L'existence de déséquilibres sectoriels est confirmée par l'écart persistant du taux d'inflation entre les services et les biens⁴. Si cet écart est généralement positif dans tous les pays, reflétant des différences de gains de productivité, au Royaume-Uni, il a été de 5 à 6 points de pourcentage en 2002, alors

Graphique 1.3. Contributions à la croissance

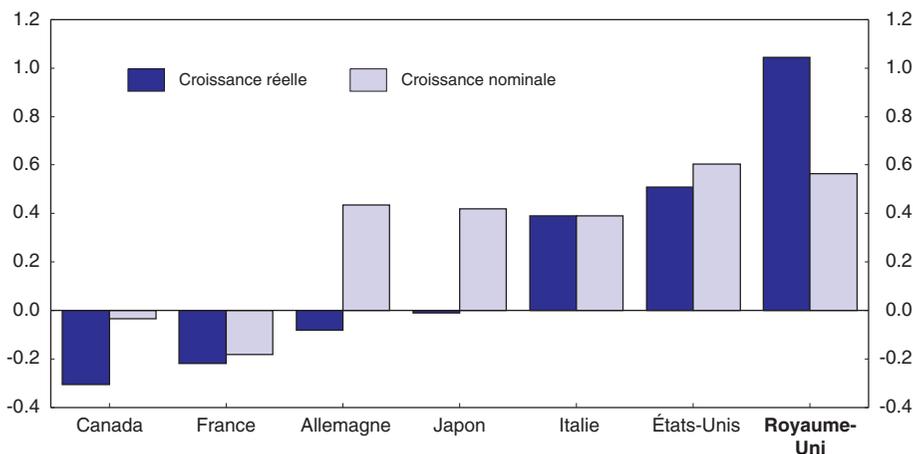


1. Prévisions de l'OCDE.

Source : Office for National Statistics et OCDE.

Graphique 1.4. Écarts de taux de croissance en termes réels et nominaux entre la consommation et le PIB¹

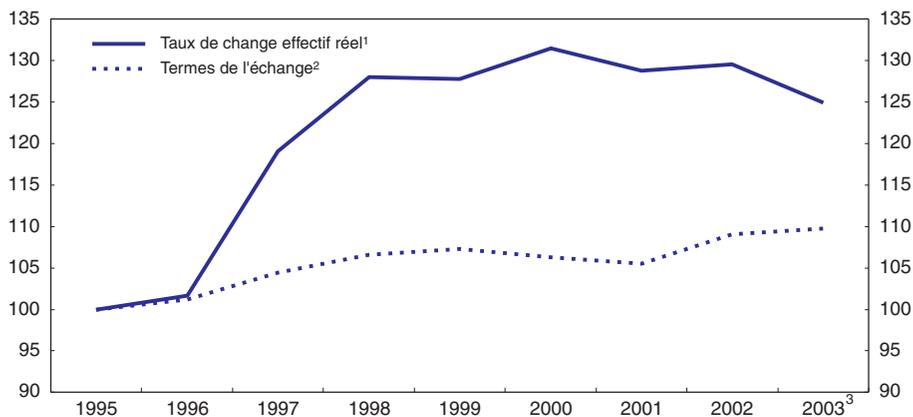
Points de pourcentage annuels moyens, 1995-2002



1. Les barres indiquent la différence entre la croissance moyenne annuelle de la consommation et du PIB sur la période 1995-2000, en termes réels et nominaux.

Source : OCDE.

Graphique 1.5. Taux de change réel et termes de l'échange



1. Mesuré sur la base des prix à la consommation relatifs.

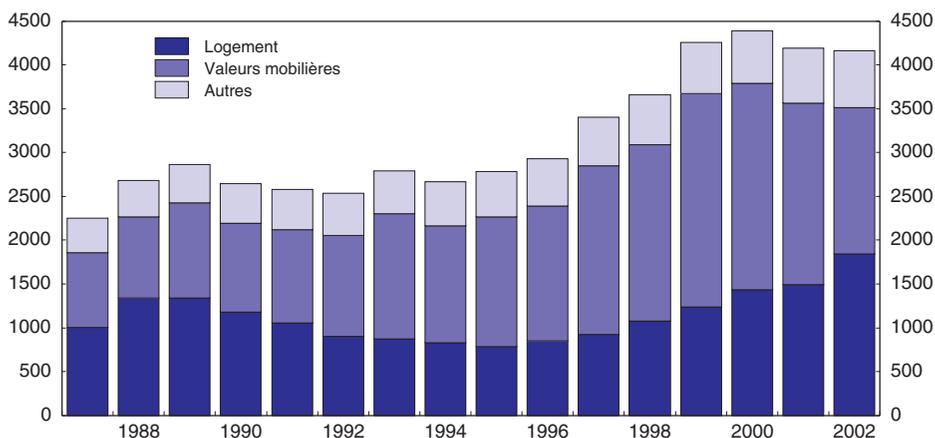
2. Biens et services, définition des comptes nationaux.

3. Prévisions de l'OCDE pour 2003.

Source : OCDE.

Graphique 1.6. Patrimoine des ménages en termes réels¹

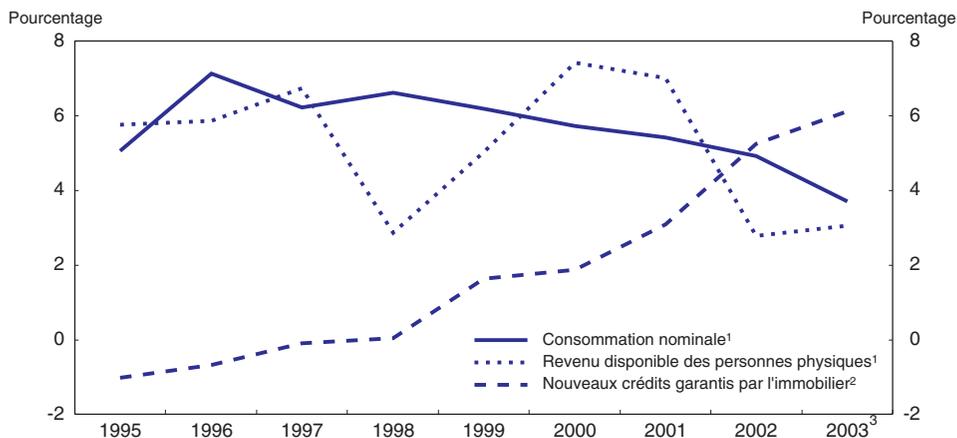
GBP milliards, prix de 2000, fin d'année



1. Le patrimoine immobilier est calculé après déduction des prêts gagés sur les logements.

Source : Banque d'Angleterre.

Graphique 1.7. **Consommation, revenu disponible et nouveaux crédits garantis par l'immobilier**



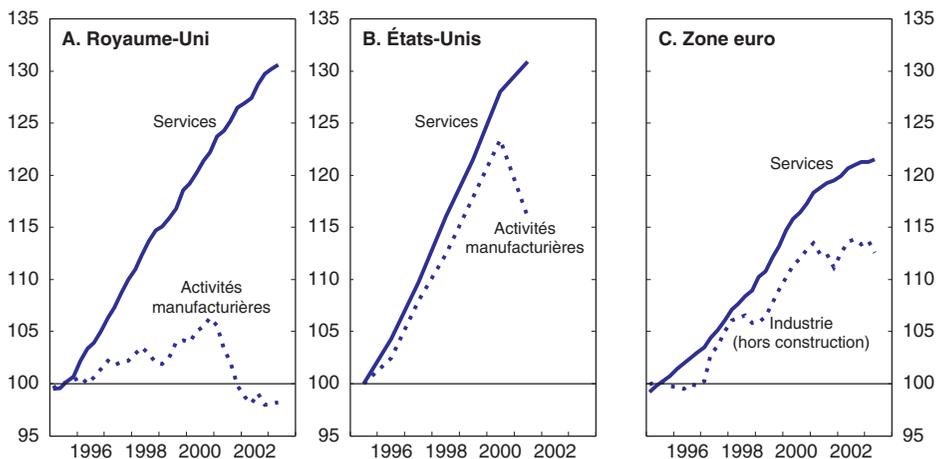
1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. En pourcentage du revenu disponible des personnes physiques, les chiffres pour 2003 correspondent à la somme des deux derniers trimestres de 2002 et des deux premiers trimestres de 2003.

3. Prévisions de l'OCDE pour 2003.

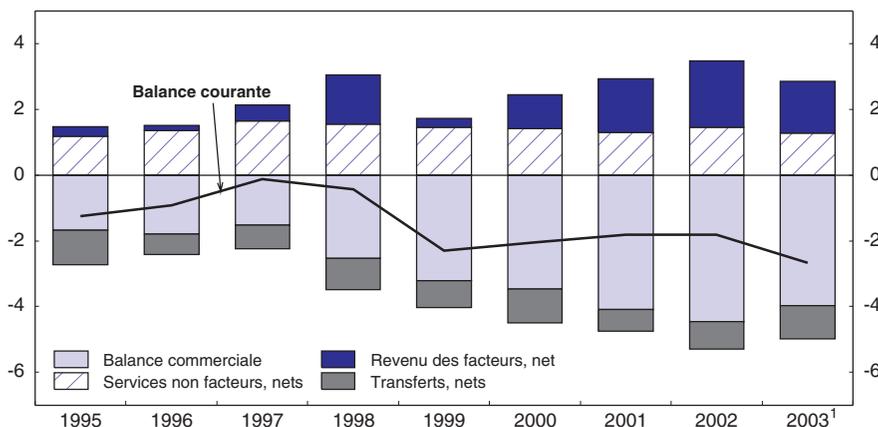
Source : OCDE.

Graphique 1.8. **Performance relative des activités manufacturières et des services**
1995 = 100



Source : OCDE et Eurostat.

Graphique 1.9. **Commerce extérieur**
En pourcentage du PIB



1. Prévisions de l'OCDE pour 2003.
Source : Office for National Statistics.

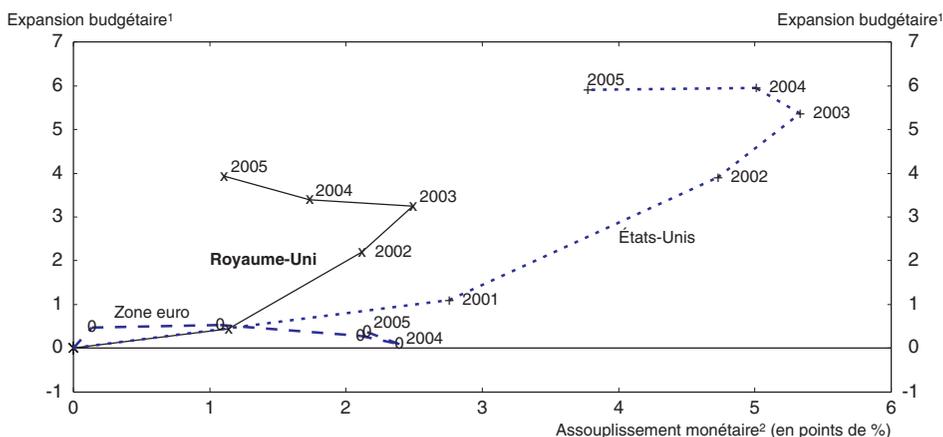
que dans les autres principaux pays européens, il ne s'établit en moyenne qu'aux alentours de 2 ou 3 points de pourcentage. Au Royaume-Uni, cependant, il a commencé de se réduire ces derniers trimestres.

En termes réels, l'investissement des entreprises a progressé en moyenne de 9½ pour cent par an au cours de la seconde moitié des années 90, après n'avoir aucunement augmenté pendant la première moitié de cette décennie. Cela s'est traduit par un renforcement de l'intensité capitalistique des investissements, accompagné d'une amélioration relative de la hausse de la productivité (voir annexe 3.A2 du chapitre III), tout en permettant dans une certaine mesure au Royaume-Uni de rattraper son retard par rapport à d'autres grandes économies sur le plan du niveau d'investissement par travailleur (chapitre IV). Toutefois, ces changements sont une fois encore moins spectaculaires en termes nominaux, le poids de l'investissement nominal des entreprises n'ayant augmenté que d'un point de PIB au cours de la seconde moitié des années 90, pour atteindre un niveau encore légèrement inférieur à celui relevé dans les autres pays du G7. La part de l'investissement des entreprises dans le PIB a reculé depuis lors, et le niveau de l'investissement réel des entreprises au milieu de 2003 n'était guère différent de celui auquel il s'établissait en 2000. Compte tenu de la solidité de l'économie au cours de cette période, la récente stagnation de l'investissement reflète peut-être en partie le transfert de ressources financières par les entreprises dans les régimes de retraite professionnels après la baisse des cours sur les marchés d'actions, encore que la plus grande incertitude mondiale ait aussi joué un rôle.

Orientation de la politique budgétaire

Une politique de soutien plus affirmé sur le plan budgétaire constitue l'une des principales raisons pour lesquelles le Royaume-Uni a mieux résisté au récent fléchissement de l'activité économique que la plupart des autres pays de l'OCDE, en particulier ceux de la zone euro (graphique 1.10). Le déficit budgétaire corrigé des influences conjoncturelles, selon la méthode classique d'évaluation, s'est en effet creusé de 3½ points de PIB environ entre 2000 et 2003. Cette forte variation est due essentiellement à l'augmentation rapide des dépenses dans les domaines prioritaires, ainsi qu'à des pertes de recettes inattendues liées en partie au recul des marchés d'actions, tandis que des hausses d'impôts discrétionnaires en 2003 ont limité l'incidence expansionniste de cette politique de soutien. Étant donné la relative stabilité de la production, le retournement de la conjoncture a joué un rôle assez restreint dans le creusement du déficit effectif. Le déficit global (au sens du traité de Maastricht) est estimé par l'OCDE à 3 pour cent du PIB en 2003, soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne de la zone euro, mais sensiblement inférieur à ceux de l'Allemagne, de la France et des États-Unis. Le Royaume-Uni pouvait se permettre cette relance budgétaire massive, car la situation de ses finances publiques était saine lorsque a débuté la période de ralentissement : il affichait une capacité de financement plus élevée et une dette publique nette plus faible, en proportion du PIB, que tout autre pays du G7 en 2000. Dans la mesure où il est prévu que la pro-

Graphique 1.10. **Modifications de l'orientation monétaire et budgétaire**
Depuis 2000



1. Par variation budgétaire positive, on entend une augmentation du déficit ajusté des fluctuations conjoncturelles en pourcentage du PIB.

2. Par assouplissement monétaire, on entend une baisse du taux d'intérêt nominal à court terme.

Source : OCDE.

gression des dépenses publiques soit plus rapide que la croissance du PIB au cours des années à venir, et où aucune modification discrétionnaire de la fiscalité n'a été annoncée, l'orientation de la politique budgétaire devrait, d'après les prévisions de l'OCDE, rester légèrement expansionniste. On table sur des augmentations annuelles du déficit structurel s'élevant en moyenne à 0.35 point de PIB entre 2003 et 2005. Cela implique que le déficit public (au sens du traité de Maastricht) demeurerait proche de 3 pour cent alors même que l'écart de production serait comblé. Cependant, comme on le verra plus longuement dans le chapitre III, il existe une grande différence entre les prévisions de l'OCDE et celles du ministère des Finances, ces dernières impliquant un recul régulier du déficit public, qui reviendrait à moins de 2 pour cent du PIB d'ici à l'exercice budgétaire 2007, ainsi qu'un léger resserrement (et pas un assouplissement) de l'orientation budgétaire par la suite sous l'effet du dynamisme des recettes fiscales et, dans une moindre mesure, de la réduction des pressions de dépenses exceptionnelles concernant les engagements internationaux du Royaume-Uni pour les exercices 2002 et 2003.

Autre point préoccupant, l'indice implicite des prix de la consommation publique a récemment augmenté en rythme annuel de 7 à 8 pour cent. Il demeure cependant difficile de déterminer si ce phénomène est le reflet d'une saturation des capacités de production dans le secteur public, ou s'il tient à des problèmes de mesure. Sir Tony Atkinson a été chargé d'entreprendre une étude sur la mise au point à l'avenir de mesures de la production et de la productivité du secteur public et des indices de prix correspondant de façon à faire progresser la méthodologie. La question des contraintes de capacité et de la mesure de la production du secteur public est examinée plus avant dans le chapitre III.

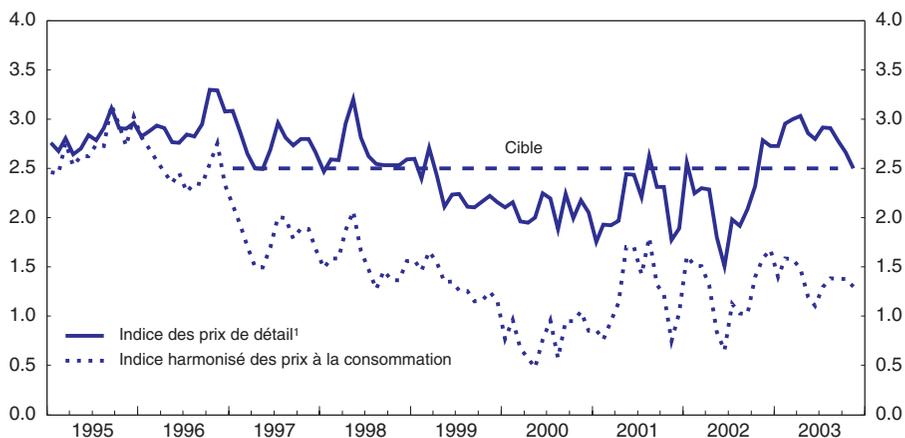
Politique monétaire

Orientation de la politique monétaire

Le Comité de politique monétaire [*Monetary Policy Committee (MPC)*] de la Banque d'Angleterre a relevé le taux des prises en pension de $\frac{1}{4}$ de point de pourcentage en novembre 2003, faisant écho aux craintes de plus en plus vives de futures tensions inflationnistes. La dernière hausse de ce taux remontait à près de quatre ans. Au début du retournement de la conjoncture, une série de baisses avaient ramené le taux des prises en pension de 6.0 pour cent début 2000 à 4.0 pour cent fin 2001. Demeuré inchangé en 2002, ce taux a été de nouveau réduit à deux reprises de 25 points de base, en février puis en juillet 2003, et ramené ainsi à 3.5 pour cent – son plus bas niveau en 40 ans. À l'aune de la proximité de l'inflation, mesurée par l'indice des prix de détail hors paiements d'intérêts hypothécaires (RPIX) avec l'objectif de $2\frac{1}{2}$ pour cent, le bilan de la politique monétaire demeure impressionnant (graphique 1.11). Jusqu'à une date récente, la hausse des prix avait tendance à demeurer en deçà de l'objectif, ce qui cadrait avec une distorsion correspondant à une surestimation de l'inflation, mais une récente

Graphique 1.11. Hausse de l'indice des prix de détail et de l'indice harmonisé des prix à la consommation

Pourcentage de variation en glissement annuel



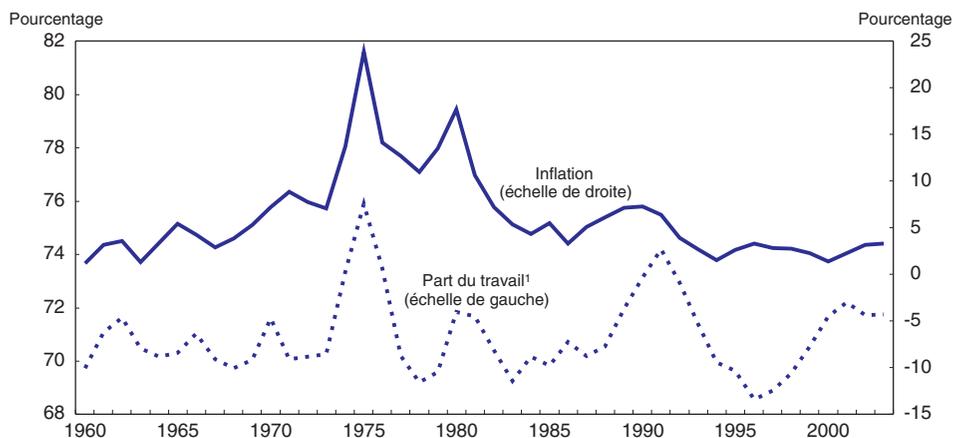
1. Total à l'exclusion des paiements d'intérêts des prêts hypothécaires.

Source : Office for National Statistics.

étude indépendante est parvenue à la conclusion que cette distorsion était « aussi limitée que l'on pouvait raisonnablement s'y attendre » (Pagan, 2003).

S'il n'existe aucun signe patent d'accélération généralisée de la hausse de prix, certaines études ont fait apparaître une montée des anticipations inflationnistes fin 2003. En outre, la croissance des agrégats monétaires et de crédit a rebondi et dépassé celle du PIB nominal, la masse monétaire au sens étroit (M0) augmentant de près de 8 pour cent et la masse monétaire au sens large (M4) de 7½ pour cent en glissement annuel au troisième trimestre 2003. La cause la plus immédiate de futures tensions inflationnistes réside dans la situation du marché du travail, le taux de chômage s'étant stabilisé aux alentours de 5 pour cent, soit un peu en dessous du taux de chômage structurel estimé par l'OCDE. S'il n'existe encore aucun signe d'accélération généralisée de la progression des salaires, les rémunérations ont augmenté plus fortement dans le secteur public que dans le secteur privé, alors que la majeure partie de l'élévation récente du niveau de l'emploi est imputable au secteur public. La part du travail dans le revenu des facteurs, secteur public inclus, a atteint des niveaux bien supérieurs à la tendance observée par le passé (graphique 1.12). Selon des travaux récents, il existe une relation stable entre l'inflation et la part du travail dans le revenu des facteurs au cours des 30 dernières années, en sus de l'effet de l'écart de croissance,

Graphique 1.12. Part du travail dans le revenu des facteurs et inflation



1. La part du travail dans le revenu des facteurs est ajustée pour tenir compte des travailleurs indépendants au sens de Batini *et al.* (2002) et comprend les administrations publiques. L'inflation est mesurée par la variation de l'indice implicite des prix du PIB. Les valeurs pour 2003 sont fondées sur les données des deux premiers trimestres de l'année.

Source : OCDE.

formalisée à l'aide d'une « nouvelle courbe de Phillips » (Batini *et al.*, 2000)⁵. Au cours des trois dernières décennies, les seules périodes précédentes pendant lesquelles cette mesure de la part du travail dans le revenu des facteurs a atteint un niveau similaire – le milieu des années 70, la fin des années 70 et le début des années 90 – ont toutes été caractérisées par une résurgence marquée de l'inflation⁶. Étant donné la reprise de la croissance et la résorption attendue de l'écart de production, ainsi que la marge faible ou inexistante de ressources inemployées sur le marché du travail et l'accélération de l'expansion des agrégats de crédit et monétaires, le resserrement de la politique monétaire devrait se poursuivre, quoique progressivement. La pression des coûts pourrait également s'accroître en raison d'un retard de réaction à la dépréciation du taux de change depuis début 2003, et de la hausse des charges sociales intervenue dans le cadre du budget 2003.

Le nouvel objectif d'inflation

Le Chancelier a annoncé dans le Rapport prébudgétaire qu'à compter du 10 décembre 2003 la mesure de l'inflation pour laquelle un objectif est fixé ne sera plus l'indice des prix de détail hors paiements d'intérêts hypothécaires (RPIX), mais l'indice des prix à la consommation (IPC) – nom par lequel le Bureau national de statistique a décidé que serait désigné au Royaume-Uni l'indice des

prix à la consommation harmonisé (IPCH), mesure standardisée de l'inflation de l'Union européenne. L'Office national de statistique a aussi indiqué que cela ne devait pas être interprété comme impliquant une intention quelle qu'elle soit d'élaborer l'IPC différemment de l'IPCH. L'IPC et l'IPCH resteront un seul et même indice. La nouvelle désignation sera plus simple, mettra en avant le rôle joué par l'IPC en tant qu'indice au Royaume-Uni et sera compatible avec la désignation des autres indices de prix.

Le niveau du nouvel objectif d'inflation (IPC) est fixé à 2 pour cent et le passage au nouvel objectif s'applique à compter du 10 décembre. Le nouvel objectif est de ½ point de pourcentage inférieur à celui fondé sur le RPIX, du fait de différences dans la façon dont est mesurée l'inflation sur la base des deux indices⁷. Le niveau du nouvel indice est fixé de façon à correspondre à l'ancien indice d'ici à deux ans, l'horizon classique des prévisions pour la politique monétaire.

Les deux mesures d'inflation étaient en milieu d'année très divergentes, en raison du poids du coût d'amortissement des logements dans la première mesure et du fait que les coûts de logement ne sont aucunement intégrés dans la seconde, mais l'écart s'est réduit ces derniers mois et, en octobre 2003, il se situait à 1.3 point de pourcentage. Cette situation pourrait déboucher à court terme sur des problèmes de communication concernant les ajustements de la politique monétaire, dans la mesure où l'inflation RPIX est supérieure à l'objectif actuel, alors que l'inflation IPC est inférieure au nouvel objectif probable. Cela ne devrait cependant pas représenter un changement de cap radical, car la politique monétaire repose sur le taux d'inflation anticipé et, sous réserve d'une modération de la hausse des prix des logements, l'écart entre les deux mesures devrait se réduire. De surcroît, le MPC s'est montré par le passé prêt à relever les taux d'intérêt lorsque l'inflation était inférieure à l'objectif retenu s'il anticipait une future hausse. En principe, et hormis le fait qu'aucune méthode satisfaisante n'a été élaborée pour intégrer les coûts de logement dans l'IPC, celui-ci constitue une meilleure mesure de l'inflation. Ce changement d'indice se justifie également par le fait qu'il simplifiera la phase de transition liée à une éventuelle entrée dans l'UEM.

Un regain de croissance en perspective

Après un premier trimestre 2003 étonnamment maussade, peut-être lié aux incidences négatives du conflit irakien en termes de confiance, la croissance du PIB a rebondi et va probablement approcher les 2 pour cent sur l'ensemble de l'année, tandis que la production de la zone euro ne devrait augmenter que de ½ pour cent. La consommation privée et des dépenses publiques croissantes ont été les principaux moteurs de l'activité en 2003.

La voie qu'empruntera ensuite l'économie dépendra en partie de l'évolution du marché du logement. Selon un scénario plutôt optimiste, le mouvement de hausse des prix des logements ralentirait progressivement au cours des prochaines années, ce qui permettrait un recul graduel de la contribution de la consommation privée à la croissance, sans ajustement brutal – il s'agit de l'hypothèse qui sous-tend le scénario central⁸. Les exportations devraient repartir à la hausse avec les échanges mondiaux, et le Royaume-Uni pourrait accroître modestement ses parts de marché du fait de la dépréciation de la livre sterling depuis début 2003, même s'il est probable que le solde extérieur continuera à agir comme un frein sur l'activité, compte tenu de la moindre vigueur de la reprise dans le reste de l'Europe.

Les entreprises ont bien progressé dans le rééquilibrage de leurs bilans et sont passées à une position créditrice nette ces quatre derniers trimestres après plusieurs années d'emprunt. Cependant, le coefficient d'endettement reste relativement élevé et les entreprises peuvent être réticentes à emprunter davantage pour financer l'investissement. En outre, il est probable qu'elles continuent à puiser dans leurs ressources financières pour réduire les déficits des fonds de pension. Ces deux facteurs pourraient freiner la croissance de l'investissement des entreprises durant la phase de reprise. À la suite du recul du marché boursier, le déficit cumulé des fonds de pension des sociétés non financières du secteur privé est estimé à GBP 160 milliards, soit environ 15 pour cent du PIB, et de nouvelles hausses des cotisations de retraite représentant de $\frac{3}{4}$ à $1\frac{1}{2}$ pour cent du PIB devraient être nécessaires, selon les estimations, dans les années à venir (Confederation of British Industry, 2003)⁹. Cependant, si l'on utilise des hypothèses différentes et des évaluations plus récentes des actions et obligations, le déficit pourrait être considérablement plus faible. Le niveau des provisions annuelles à constituer sera réduit si les marchés boursiers évoluent à la hausse, mais au cours des prochaines années, le montant des provisions sera déterminé dans une large mesure en fonction d'évaluations actuarielles récentes et actuelles, reflétant le caractère déprimé du marché des actions.

Selon ce scénario, le taux de croissance avoisinerait $2\frac{3}{4}$ pour cent en 2004 et 3 pour cent en 2005. La composition de la croissance deviendrait peu à peu plus équilibrée, tandis que l'écart de production se résorberait d'ici à fin 2005 (tableau 1.1). Cette évolution devrait également cadrer avec un RPIX proche de l'objectif de $2\frac{1}{2}$ pour cent, et un IPC proche de 2 pour cent, c'est-à-dire le nouvel objectif.

Principaux enjeux

Malgré ces résultats macroéconomiques impressionnants et les perspectives de croissance prometteuses précédemment mises en lumière, certains

Tableau I.1. **Résultats récents et prévisions à court terme**
Variations en pourcentage, prix constants

	2000	2001	2002	2003 ²	2004 ²	2005 ²
Consommation privée	4.6	3.1	3.6	2.4	2.4	2.2
Consommation publique	1.9	1.7	2.4	3.4	1.7	2.4
Investissement fixe brut	3.6	3.6	1.8	2.9	4.9	6.4
Consommation privée	3.4	2.9	1.3	1.3	3.3	4.4
Investissement résidentiel	-0.5	0.9	16.1	1.0	4.9	4.3
Investissement des entreprises	4.8	3.6	-3.5	1.5	2.7	4.5
Investissement du secteur public	6.3	12.0	7.4	19.3	19.6	21.6
Demande intérieure finale	3.9	2.9	3.0	2.7	2.7	2.9
Formation de stocks ¹	-0.1	-0.2	-0.2	-0.3	0.3	0.2
Demande intérieure totale	3.8	2.7	2.9	2.4	3.0	3.1
Exportations de biens et de services	9.4	2.5	-0.9	-0.9	6.5	8.0
Importations de biens et de services	9.1	4.5	3.6	1.1	7.0	8.0
Exportations nettes de biens et de services	-0.1	-0.6	-1.4	-0.6	-0.4	-0.4
PIB en prix constants	3.8	2.1	1.7	1.9	2.7	2.9
Déflateur du PIB	1.4	2.3	3.2	2.8	2.2	2.5
PIB aux prix courants	5.2	4.5	5.0	4.8	4.9	5.5
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation, harmonisé	0.8	1.2	1.3	1.3	1.7	2.3
Indice des prix sous-jacents, harmonisé	0.1	1.1	1.5	1.2	1.6	2.3
Indice des prix de détail (RPIX)	2.1	2.1	2.2	2.8	2.6	2.7
Emploi total	1.1	0.8	0.7	0.9	0.5	0.6
Taux de chômage	5.5	5.1	5.2	5.0	4.9	4.8
Balance des opérations courantes, % du PIB	-2.1	-1.8	-1.8	-2.7	-3.5	-3.6
Capacité de financement, % du PIB	3.9	0.7	-1.5	-2.9	-2.9	-3.2
Production potentielle, ensemble de l'économie	2.5	2.9	2.7	2.5	2.5	2.4
Écart de production, ensemble de l'économie	1.2	0.5	-0.5	-1.1	-0.9	-0.4

1. Contribution aux variations du PIB réel (en pourcentage du PIB réel de la période précédente).

2. Les prévisions de l'OCDE sont celles présentées dans le n° 74 des *Perspectives économiques* de l'OCDE, décembre 2003.

Source : OCDE.

déséquilibres potentiels de l'économie et leurs répercussions futures demeurent préoccupants. Premièrement, il est à craindre que l'envolée du marché du logement ne s'achève plus brutalement que prévu, ce qui aurait des conséquences néfastes sur la consommation et la stabilité économique. La tâche dont doivent s'acquitter les pouvoirs publics en vue de réduire ce risque d'instabilité lié au marché du logement est examinée dans le chapitre II.

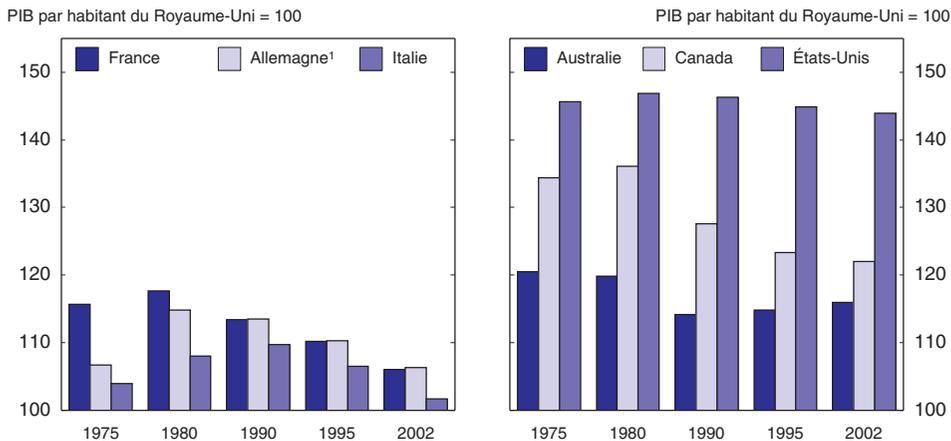
Le gouvernement va également devoir surmonter certains obstacles d'ordre budgétaire. Le déficit s'est accru, alors que les dépenses vont probablement continuer à augmenter plus rapidement que la production. Faute de mesures pour y remédier, le déficit devrait, d'après les prévisions de l'OCDE, rester proche de 3 pour cent du PIB au cours des années à venir, alors que, comme on le verra plus avant dans le chapitre III, les prévisions officielles récentes impliquent qu'il tombera à 2 pour cent du PIB d'ici à l'exercice budgétaire 2007, en grande partie du fait d'un plus grand dynamisme des recettes fiscales. Le principal défi à relever en termes de politique budgétaire consistera à atteindre les objectifs de résultats ambitieux fixés en matière de dépenses publiques dans les domaines prioritaires, au meilleur rapport coût-efficacité, tout en respectant les règles budgétaires en vigueur. Ces enjeux sont examinés dans le chapitre III.

Les auteurs d'une récente étude concluent que c'est grâce à deux décennies de réformes structurelles qu'il a pu être mis fin à « près d'un siècle de déclin économique tendanciel par rapport aux concurrents historiques du Royaume-Uni, à savoir l'Allemagne et la France » (Card et Freeman, 2002). De fait, ces dix dernières années, l'écart de PIB par habitant avec les principaux pays d'Europe continentale a été nettement réduit (graphique 1.13, partie gauche). On pourrait cependant avancer que le Royaume-Uni a encore beaucoup à apprendre de ces pays, dans la mesure où ils affichent un niveau similaire de PIB par habitant avec un apport de main-d'œuvre sensiblement inférieur, cette plus faible utilisation du facteur travail étant compensée par une productivité plus élevée (graphique 1.14). Un tel raisonnement est toutefois sujet à caution, compte tenu de la forte corrélation négative qui existe entre les niveaux de productivité et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE (graphique 1.15). En effet, dans un certain nombre de pays, la forte productivité du travail est due au fait que des emplois peu qualifiés ont disparu du marché en raison de leur coût trop élevé – lié aux systèmes de prélèvements et de prestations, ainsi qu'aux mécanismes de protection de l'emploi et de négociation collective, ce qui se traduit par une pénurie chronique de débouchés pour les travailleurs peu qualifiés.

La comparaison est plus difficile à soutenir pour le Royaume-Uni si l'on prend comme groupe de référence les principaux pays anglophones, à savoir l'Australie, le Canada et tout particulièrement les États-Unis. Ces pays se caractérisent à la fois par une productivité du travail et une utilisation de main-d'œuvre¹⁰ sensiblement supérieures à celles affichées par le Royaume-Uni (graphique 1.14). Par ailleurs, à la différence des principaux pays d'Europe continentale, ils ont réussi à maintenir leur niveau de productivité du travail depuis le milieu des années 90, tout en progressant en matière d'utilisation de la main-d'œuvre (graphique 1.16). En outre, le Royaume-Uni n'est pas parvenu à réduire de manière significative l'écart de PIB par habitant qui le sépare de ce groupe

Graphique 1.13. PIB réel par habitant : comparaison entre le Royaume-Uni et d'autres grands pays de l'OCDE

Aux prix et parités de pouvoir d'achat de 1995

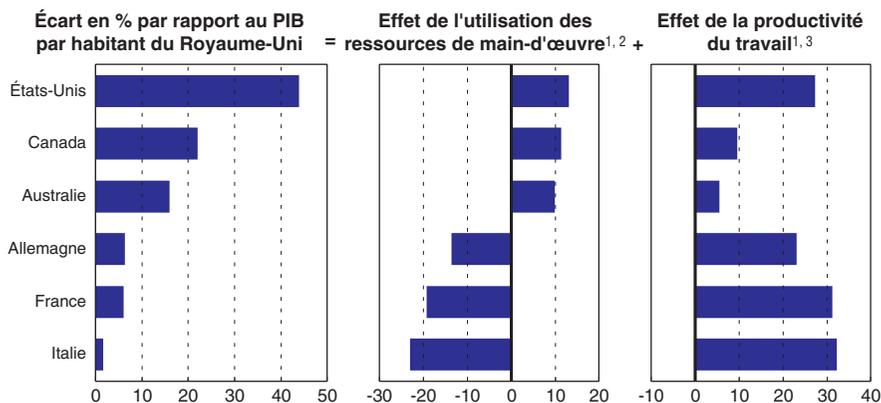


1. Pour l'Allemagne, les données pour 1990 renvoient à 1991. Avant 1991, les données pour l'Allemagne sont fondées sur les chiffres concernant la partie occidentale du pays seulement. Ces chiffres ont cependant été ajustés à la baisse sur la base du PIB relatif par habitant de 1991 afin d'éviter la discontinuité.

Source : OCDE.

Graphique 1.14. Sources des écarts de revenu réel

2002, aux parités de pouvoir d'achat de 1995



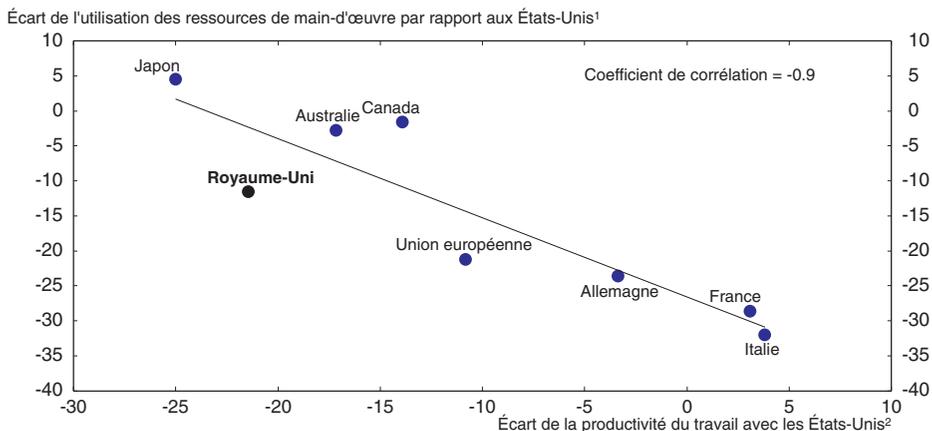
1. Écart en pourcentage par rapport au niveau du Royaume-Uni.

2. Par utilisation des ressources de main-d'œuvre, on entend le nombre total tendanciel d'heures travaillées, divisé par la population.

3. Par productivité du travail, on entend le PIB tendanciel par heure travaillée.

Source : OCDE.

Graphique 1.15. **Utilisation de la main-d'œuvre et écarts de productivité**
Écart en pourcentage par rapport au niveau des États-Unis, 2002, aux parités de pouvoir d'achat de 1995

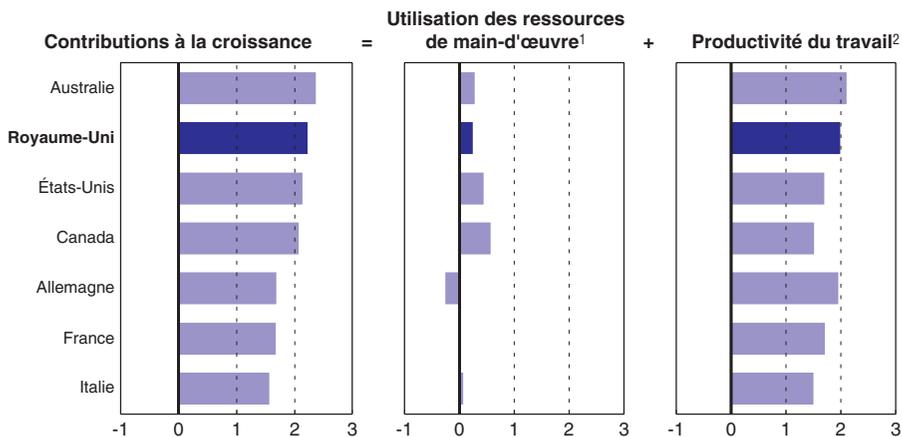


1. L'écart de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre est mesuré en divisant le nombre total tendanciel d'heures travaillées par la population.

2. L'écart de la productivité du travail correspond au PIB tendanciel par heure travaillée.

Source : OCDE.

Graphique 1.16. **Contributions de l'utilisation de la main-d'œuvre et de la productivité du travail à la croissance du PIB tendanciel par habitant**
Pourcentage annuel, moyenne 1995-2002



1. L'utilisation des ressources de main-d'œuvre est mesurée en divisant le nombre total tendanciel d'heures travaillées par la population.

2. La productivité du travail correspond au PIB tendanciel par heure travaillée.

Source : OCDE.

de pays au cours des dix dernières années (graphique 1.13, partie droite). La principale tâche qui attend les autorités en matière de politique structurelle consistera donc à combler le retard du Royaume-Uni par rapport à ce groupe de pays de l'OCDE qui affichent de meilleurs résultats. Il est tout à fait clair que la réalisation de cet objectif passe par la résorption de l'écart de productivité précédemment évoqué, mais elle serait également facilitée par une progression régulière de l'utilisation de la main-d'œuvre, questions qui sont examinées sous l'angle de l'action publique dans le chapitre IV.

Notes

1. Plus précisément, entre 1995 et 2003, l'écart absolu moyen entre la production et le potentiel de production estimé du Royaume-Uni a été le plus faible de la zone OCDE, selon les estimations de l'OCDE.
2. Les seuls pays européens membres de l'OCDE ayant enregistré un écart de production moindre que le Royaume-Uni depuis 2000 sont l'Espagne, la Suède et l'Irlande.
3. Outre le bien-fondé de l'action des pouvoirs publics, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre a aussi souligné l'importance du facteur chance dans l'expansion continue sans inflation qu'a connue le Royaume-Uni dans les années 90, dans la mesure où les mauvaises surprises économiques d'une année ont été suivies l'année d'après par une situation bien meilleure, au lieu de tourner à la « série noire » (King, 2003).
4. Mesuré par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).
5. Batini *et al.* (2000) évaluent une « nouvelle courbe de Phillips », obtenue à partir d'un modèle structurel dynamique de fixation des prix, élargi afin d'appréhender les coûts d'ajustement de l'emploi et le caractère ouvert de l'économie du Royaume-Uni. Deux mesures différentes de la part du travail dans le revenu des facteurs sont modélisées, l'une avec et l'autre sans le secteur public. Sur la période d'observation retenue, les auteurs estiment que les éléments empiriques dont ils disposent pour choisir entre les deux sont des plus limités. Ils ajoutent toutefois : « On pourrait considérer que les concepts de parts du travail et du capital dans le revenu des facteurs n'ont véritablement de sens que pour le secteur marchand de l'économie. » D'un autre côté, on peut s'attendre à ce que la progression rapide de l'emploi et des salaires dans le secteur public ait des effets d'entraînement inflationnistes sur le secteur privé dans un contexte de tensions sur le marché du travail.
6. Les autres explications de l'augmentation de la part du travail dans le revenu des facteurs, telles qu'un renforcement de la concurrence sur le marché des biens ou une baisse du coût du capital, n'impliqueraient pas nécessairement des tensions sur le marché du travail et l'apparition imminente de pressions inflationnistes.
7. L'écart entre les taux d'inflation mesurés par le RPIX et par l'IPCH correspond à des différences de couverture de ces deux indices, ainsi qu'à des méthodes d'agrégation distinctes. L'IPCH utilise des moyennes géométriques, et non arithmétiques, pour agréger les prix, ce qui réduit en soi le niveau d'inflation annuelle de manière relativement systématique de ½ point de pourcentage environ par an par rapport aux mesures obtenues avec le RPIX. La différence la plus importante en termes de couverture réside dans le fait que l'IPCH n'inclut aucune mesure des coûts de logement, alors que le RPIX intègre cette variable. Étant donné que les coûts de logement, à tout le moins tels qu'ils sont mesurés dans le RPIX, ont constamment augmenté davantage que les autres prix, il en résulte un écart supplémentaire d'environ ¼ de point de pourcentage

entre l'inflation RPIX et l'inflation IPCH. Pour obtenir de plus amples informations, voir l'encadré des pages 38 et 39 du Rapport sur l'inflation (*Inflation Report*) de mai 2003 de la Banque d'Angleterre.

8. Cela correspond à l'hypothèse généralement retenue par le MPC ces dernières années dans le cadre de ses projections, bien qu'elle ait été infirmée à maintes reprises.
9. La réglementation prudentielle impose aux entreprises de prendre des dispositions financières pour combler les déficits des fonds de pension sur une période n'excédant pas la durée de vie restante effective du fonds considéré. Or, pour les régimes de retraite professionnels du Royaume-Uni, la durée de vie restante moyenne est de 10 à 12 ans.
10. On notera que l'utilisation de main-d'œuvre se mesure ici en heures. Le taux d'emploi du Royaume-Uni en 2002 était de même ordre que celui des États-Unis ou du Canada, mais supérieur à celui de l'Australie.

Bibliographie

- Batini, N., B. Jackson et S. Nickell (2000), « Inflation Dynamics and the Labour Share in the UK », *External MPC Unit, Discussion Paper*, n° 2, novembre, www.bankofengland.co.uk.
- Card, D. et R. Freeman (2002), « What have Two Decades of British Economic Reform Delivered ? », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 8801, février, <http://papers.nber.org/papers/W8801>.
- Confederation of British Industry (2003), « Focus on Investment : The Impact of Pension Deficits », *Economic Brief*, juillet, www.cbi.org.uk/home.htm.
- HMT (H.M. Treasury) (2003), « UK Membership of the Single Currency: An Assessment of the Five Economic Tests », Cm 5776, juin, www.hm-treasury.gov.uk.
- King, M. (2003), discours prononcé à l'occasion du dîner East Midlands Development Agency/Banque d'Angleterre, à Leicester, 14 octobre, www.bankofengland.co.uk/speeches.
- Pagan, A. (2003), « Modelling and Forecasting at the Bank of England », www.bankofengland.co.uk.

Table des matières

Évaluation et recommandations	11
I. Évolutions, perspectives et enjeux macroéconomiques	27
Introduction	27
Évolutions récentes	29
Un regain de croissance en perspective	40
Principaux enjeux	41
Notes	47
Bibliographie	49
II. Réduire le risque d'instabilité lié au marché du logement	51
Introduction	51
Le marché du logement dans une perspective internationale	51
Le marché du logement, source d'instabilité macroéconomique	54
Quelle stratégie les autorités devraient-elles adopter ?	61
Évaluation	66
Notes	68
Bibliographie	71
<i>Annexe 2.A1. Équation de consommation tenant compte du patrimoine immobilier</i>	73
III. L'enjeu : respecter les règles budgétaires tout en améliorant les résultats dans les secteurs de la santé et de l'éducation	75
Introduction	75
La situation budgétaire globale	76
Accroître les dépenses publiques pour la santé et l'éducation	85
Gestion des performances, objectifs et incitations	94
Finances publiques à long terme	105
Évaluation	105
Notes	108
Bibliographie	112
<i>Annexe 3.A1. Équation pour les recettes provenant de l'impôt sur les sociétés</i>	114
<i>Annexe 3.A2. Estimations de la croissance de la production potentielle</i>	115
IV. Politiques d'amélioration de la croissance potentielle	119
Introduction	119
Utilisation de la main-d'œuvre	119

Comblant l'écart de productivité	127
Évaluation	143
Notes	146
Bibliographie	148
<i>Annexe 4.A1. Financement de l'enseignement tertiaire dans les pays de l'OCDE</i>	152
Notes	159
V. Concurrence sur les marchés des produits et performance économique	161
Vue d'ensemble	161
Concurrence sur les marchés des produits et performance macroéconomique	162
La législation sur la concurrence et son application	171
Politiques réglementaires	177
Résumé et recommandations	206
Notes	210
Bibliographie	215
VI. Quelques aspects du développement durable	219
Changement climatique	219
Améliorer le niveau de vie dans les pays en développement	225
Sécurité du revenu à la retraite	232
Notes	239
Bibliographie	241
Glossaire des abréviations	245
<i>Annexe A. Progrès de la réforme structurelle</i>	247
Encadrés	
1.1. Évaluation de l'opportunité d'une adhésion à l'UEM	30
2.1. Étude Barker de l'offre de logements	65
3.1. Les budgets 2002 et 2003 et le rapport prébudgétaire de 2003	78
3.2. Le cadre budgétaire	81
3.3. Rapport de la Commission pour l'administration publique sur les objectifs de performance	99
3.4. Financement en fonction de l'activité, incitations et délais d'attente	103
4.1. Programmes New Deal	125
4.2. Relever le niveau de qualification des adultes	134
4.3. Taxe sur la circulation automobile dans le centre de Londres	144
5.1. Institutions chargées de la concurrence	173
5.2. Les Chemins de fer – Acteurs clés et principales relations	203
5.3. Matériel roulant	205
6.1. Intégration des différents éléments du développement durable dans l'action des pouvoirs publics	220
Tableaux	
1.1. Résultats récents et prévisions à court terme	42
2.1. Engagements financiers des ménages	56
2.A1.1. Réaction de la consommation au patrimoine immobilier	74
3.1. Finances du secteur public : quelques indicateurs synthétiques et prévisions officielles	77
3.2. Progression de l'emploi dans le secteur public	89

3.3.	Exemples d'objectifs fixés dans les Accords de service public pour les secteurs de la santé et de l'éducation	95
3.A2.1.	Décomposition de la croissance tendancielle	116
4.1.	Statistiques récapitulatives sur les programmes New Deal	124
4.2.	Niveau d'instruction des jeunes qui étudient et obtiennent leurs diplômes actuellement	131
4.3.	Formation continue des adultes	133
4.A1.1.	Financement de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE	155
5.1.	Production, emploi et productivité	163
5.2.	Indices d'Hirshman-Herfindahl de la concentration industrielle	166
5.3.	Pénétration des importations par secteur manufacturier	168
5.4.	Dépense intérieure brute au titre de la R-D en pourcentage du PIB	170
5.5.	Part des activités de haute technologie dans les dépenses de R-D du secteur manufacturier	172
5.6.	Principales caractéristiques structurelles du secteur de la grande distribution	181
5.7.	Pénétration des produits sous marque propre dans le secteur européen des produits d'épicerie emballés	182
5.8.	Mesures de la rentabilité dans la grande distribution alimentaire	183
5.9.	Indices d'intensité de la réglementation dans les services professionnels	186
5.10.	Prix de la boucle locale dégroupée	191
5.11.	Compétences et ressources des organismes de régulation du secteur de l'énergie	194
5.12.	Indicateurs du marché de l'électricité et mise en œuvre de la Directive de l'UE sur l'électricité	195
5.13.	Indicateurs du marché du gaz et mise en œuvre de la Directive de l'UE sur le gaz	196
5.14.	Prix de détail du gaz et de l'électricité	197
5.15.	Investissement dans l'infrastructure ferroviaire dans les pays de l'UE	200
5.16.	Trafic ferroviaire sur le réseau national britannique	202
5.17.	Pourcentage des trains arrivant à l'heure	205
6.1.	Principaux indicateurs : changement climatique	221
6.2.	Principaux indicateurs : commerce	227
6.3.	Principaux indicateurs : coopération pour le développement	228
6.4.	Les équivalents soutien à la production et leurs composantes	230
6.5.	Indicateurs de performance : revenu de retraite durable	233

Graphiques

1.1.	Principaux indicateurs dans une perspective à long terme et internationale	28
1.2.	Ampleur des récents écarts de production	29
1.3.	Contributions à la croissance	32
1.4.	Écarts de taux de croissance en termes réels et nominaux entre la consommation et le PIB	32
1.5.	Taux de change réel et termes de l'échange	33
1.6.	Patrimoine des ménages en termes réels	33
1.7.	Consommation, revenu disponible et nouveaux crédits garantis par l'immobilier	34
1.8.	Performance relative des activités manufacturières et des services	34
1.9.	Commerce extérieur	35
1.10.	Modifications de l'orientation monétaire et budgétaire	36
1.11.	Hausse de l'indice des prix de détail et de l'indice harmonisé des prix à la consommation	38

1.12.	Part du travail dans le revenu des facteurs et inflation	39
1.13.	PIB réel par habitant : comparaison entre le Royaume-Uni et d'autres grands pays de l'OCDE	44
1.14.	Sources des écarts de revenu réel	44
1.15.	Utilisation de la main-d'œuvre et écarts de productivité	45
1.16.	Contributions de l'utilisation de la main-d'œuvre et de la productivité du travail à la croissance du PIB tendanciel par habitant	45
2.1.	Investissement résidentiel et rentabilité	53
2.2.	Construction de logements	54
2.3.	Prix des logements par rapport au revenu disponible, aux gains moyens et aux loyers	55
2.4.	Paiements d'intérêts des ménages par rapport au revenu disponible	57
2.5.	Corrélation entre la croissance des prix réels des logements et la consommation réelle	59
2.6.	Effet d'une chute brutale des prix des logements	60
3.1.	Rapport impôts/PIB	82
3.2.	Recette de l'impôt sur les sociétés (hors mer du Nord)	83
3.3.	Budget des administrations publiques : prévisions de l'OCDE	84
3.4.	Dépenses de santé et d'éducation dans une perspective internationale	85
3.5.	Le rythme maximal de croissance a été atteint pour les dépenses publiques	87
3.6.	Rémunération et durée du travail dans les secteurs de la santé et de l'éducation	88
3.7.	Rémunération des enseignants dans une perspective internationale	91
3.8.	Performance dans les secteurs de la santé et de l'éducation	92
3.9.	Délai d'attente, dépenses et incitations	104
4.1.	Taux de chômage et d'inactivité	120
4.2.	Demandeurs d'âge actif de prestations d'invalidité et de prestations chômage	121
4.3.	Inactivité des travailleurs âgés pour cause de maladie ou d'invalidité	122
4.4.	Le capital humain en partie à l'origine de l'écart de productivité	128
4.5.	Connaissances élémentaires en lecture et en écriture des adultes et des jeunes	129
4.6.	Niveau d'instruction de la population adulte	130
4.7.	Dépenses au titre des établissements d'enseignement tertiaire	137
4.8.	Investissement des entreprises par travailleur	139
4.9.	Réglementation et investissement dans les technologies de l'information et de la communication	141
4.10.	Reprise de la croissance de la productivité multifactorielle et augmentation de l'investissement dans les TIC	142
4.11.	Investissement public	143
4.A1.1.	Droits de scolarité dans l'enseignement supérieur	153
4.A1.2.	Prêts publics aux étudiants du supérieur	154
5.1.	Indicateurs de la réglementation des marchés de produits	165
5.2.	Marges moyennes selon la structure du marché	167
5.3.	Sorties et entrées d'investissements directs étrangers	169
5.4.	Dépenses de R-D dans le secteur manufacturier selon l'intensité technologique	171
5.5.	Indicateurs synthétiques de la réglementation dans la grande distribution	179
5.6.	Concentration du marché pour les cinq premières entreprises dans la distribution alimentaire dans les pays de l'Union européenne	180
5.7.	Nouvelles superficies de vente au détail dans les centres-villes et hors agglomération	182
5.8.	Estimations de la part de marché des opérateurs historiques	191

5.9.	Redevances téléphoniques mensuelles moyennes	192
5.10.	Coûts de l'accès à l'Internet	193
5.11.	Financement et contrôle de l'industrie ferroviaire	203
6.1.	Émissions de gaz à effet de serre	222
6.2.	Effet des réformes sur les pensions publiques	236

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI (2002)

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²) :		Villes principales (milliers d'habitants, 2001) :	
Total	243	« Grand » Londres	7 188
Agricole (2001)	186	Birmingham	976
		Leeds	716
		Glasgow (circonscription municipale)	579

LA POPULATION

Population (milliers, mi-2002)	59 207	Population active totale (milliers, 2002)	29 934
Densité au km ²	244	Population active civile occupée (en % du total, 2002) :	
Accroissement net, 1991-2001, moyenne annuelle estimée (milliers)	136	Agriculture, sylviculture et pêche	1.4
		Industrie et construction	24.1
		Services	74.5

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut :		Formation brute de capital fixe :	
En milliards de livres	1 043.9	En % du PIB	16.3
Par habitant (en USD)	26 453	Par habitant (en USD)	4 307

L'ÉTAT

Consommation publique (en % du PIB)	20.0	Composition de la Chambre des communes (nombre de sièges) :	
Administrations publiques (en % du PIB) :		Travailleurs	408
Dépenses courantes et dépenses en capital	40.5	Conservateurs	163
Recettes courantes	39.0	Libéraux	54
Dettes publiques nettes	31.9	Autres	34
Dernières élections générales : 7 juin 2001		Total	659

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (en % du PIB)	26.1	Importations de biens et services (en % du PIB)	29.1
Principaux produits exportés (en % du total) :		Principaux produits importés (en % du total) :	
Produits chimiques	15.2	Articles manufacturés	28.2
Articles manufacturés	23.5	Machines et appareils électriques	21.3
Machines et appareils électriques	20.7	Véhicules routiers	12.2
Machines et appareils mécaniques	12.2	Machines et appareils mécaniques et autre matériel de transport	12.4

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre sterling		Décembre 2003, moyenne des taux journaliers :	
		Livres par USD	0.544
		Livres par euro	0.669

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.

•

La situation économique et les politiques du Royaume-Uni ont été évaluées par le Comité le 16 décembre 2003. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 5 janvier 2004.

•

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par David Turner, Jens Lundsgaard, Maria Maher, Douglas Sutherland et Michael Wise sous la direction de Peter Hoeller.

•

L'Étude précédente du Royaume-Uni a été publiée en janvier 2002.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: United Kingdom 2004

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-gbr-2004-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2005), « Évolutions, perspectives et enjeux macroéconomiques », dans *OECD Economic Surveys: United Kingdom 2004*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-gbr-2004-3-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.